



COMMISSION DE L'OcéAN INDIEN

Du 18 au 24 février 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1	Changement climatique	2
	- Le changement climatique dans l'océan indien est une réalité	
	- A la fin du 21ème siècle, il fera plus chaud et il pleuvra moins sur notre région	
	-Météo : un réchauffement de 3 à 5 degrés d'ici la fin du siècle	
	- BRIO: doter la région de simulations climatiques haute résolution	
	- Aladin : un nouvel outil pour une météo plus précise	
1.2	Coopération.....	17
	-Jean Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères français, à Maurice	
	- Océan Indien – Déplacement de Jean-Yves Le Drian à Maurice, à Madagascar et au Mozambique (20-22 février 2020)	
	- Région : consolidation de la présence française	
	- Coopération : l'AFD organise une Journée biodiversité à Maurice	
	- Coopération Maurice-France : Rodrigues, l'éducation et l'économie bleue au centre des discussions	

2. Centres d'intérêts

2.1	Energies renouvelables	29
	-Le projet solaire flottant des Seychelles devrait incorporer toutes les mesures pour réduire l'impact environnemental, selon des responsables	
2.2	Biodiversité.....	32
	- Crise de la biodiversité : Actions urgentes des nations sollicitées par l'UCCLAN	

Le changement climatique dans l'océan indien est une réalité



18 Février 2020 : L'heure n'est plus à se demander si le changement climatique est une réalité, mais de savoir quel sera son impact. Le projet BRIO porté par Météo-France et la Commission de l'Océan Indien, donne un scénario pas très optimiste sur l'évolution future du climat pour l'océan indien Sud-Ouest.

Le changement climatique est une réalité !

Le changement climatique est une réalité ! Cette phrase a été prononcée par Emmanuel Cloppet, Directeur Interrégional de Météo-France océan indien, dans le cadre de la présentation du projet BRIO. Il s'agit de l'acronyme de Building Resilience in the Indian Ocean, ce qui signifie construire la résilience dans l'océan indien. Une résilience contre quoi ? Contre les effets du changement climatique. Comment ? En développant des outils permettant d'anticiper l'évolution du climat dans le Sud-Ouest de l'océan indien afin de mieux s'adapter.

La Commission de l'Océan Indien (COI) et Météo-France sont à l'origine de BRIO. Ce projet a été réalisé avec le soutien financier de l'Agence Française pour le Développement (AFD), via le programme Adapt'Action. L'objectif est triple, affiner le diagnostic du changement climatique au niveau des États de la zone océan indien, créer une dynamique régionale en faisant monter en compétence les experts des pays de la région et obtenir un aperçut de ce que vont apporter la prochaine génération des modèles de prévision climatique.

Baisse des précipitations et augmentation des températures

Ainsi, le projet BRIO permet aux pays membres de la Commission de l'Océan Indien, de se doter de simulations climatiques régionales à haute résolution grâce au modèle HD Aladin. D'une résolution de 12km, ce modèle zoom sur le Sud-Ouest de l'océan indien, apportant une meilleure représentation du relief des îles et donc des simulations plus précises. Dans le cadre de ce projet, des ingénieurs météorologues des Comores, de Maurice et de Madagascar ont été formés au sein de l'équipe de recherche de Météo-France depuis un an. Ils ont contribué

à l'élaboration d'une base de donnée climatique permettant l'obtention de données plus précises.



Zébu mort de soif dans le sud de Madagascar

Les projections climatiques au niveau régional à l'horizon 2100 ont été établies selon 2 scénarios (un optimiste SSPA126 et un pessimiste SSP585). Une 3e trajectoire dite intermédiaire (SSP245) est en cours d'analyse. Les premiers résultats du projet montre un **assèchement global du Sud-Ouest de l'océan indien** avec une **saison des pluies plus courte et moins arrosée**. Deuxième constat, un réchauffement est envisagé avec pour le scénario pessimiste une augmentation des températures de **+3 à +5°C**. Cette augmentation serait plus marquée sur les parties continentales comme Madagascar et l'Afrique.

Pas encore de scénario concernant les cyclones

Pour l'heure, il n'est pas encore possible de déterminer un scénario concernant les phénomènes extrêmes de type précipitations extrêmes et phénomènes cycloniques. Une analyse est en cours pour qualifier cette évolution ainsi que leurs éventuelles impacts sur les zones habitées.

PR

A la fin du 21ème siècle, il fera plus chaud et il pleuvra moins sur notre région



Photo : COI

Ce lundi, les premiers résultats du projet "Building Resilience in the Indian Ocean", ou "BRIO", ont été présentés dans les locaux de Météo France Réunion. Un projet, décrit par le direction régional de Météo France Réunion, comme "exemplaire et qui permettra d'affiner le diagnostic sur l'évolution du climat des îles de l'Océan indien". Car c'est bien d'anticiper et de comprendre ce qui se passera du côté de chez nous, à La Réunion comme à Maurice, aux Comores, à Madagascar et aux Seychelles, dans les prochaines années qu'il s'agit ici.

Pour ce faire, depuis avril dernier, et jusqu'au mois de mars 2020, des agents des services météo des différentes îles de l'océan indien suivent une formation sur l'exploitation des simulations climatiques régionales, à La Réunion. Ils poursuivront le travail dans leur pays d'affectation jusqu'à fin 2020. Mais d'ores et déjà, ces agents ont constitué, chacun sur leur territoire, un jeu de données de référence concernant les températures et les précipitations. La base de données ainsi créée a "permis de corriger les biais du modèle dans les simulations climatiques régionales", souligne Météo France.

Aladin, un modèle innovant

Précisons que ces simulations régionales sont effectuées à partir du modèle de climat à aire limitée et haute résolution nommé Aladin, développé par les équipes de Météo France au Centre national de recherches météorologiques (CNRM) et à La Réunion à la DIROI. Ces simulations prennent en compte et analysent les données du passé comme du futur, ainsi que plusieurs scénarios d'émission de gaz à effet de serre, pour quantifier les incertitudes liées au changement climatique.

"Ces simulations sont effectuées grâce aux supercalculateurs de Météo-France sur une majeure partie de la zone du Sud-Ouest de l'océan Indien, partant de la côte Est africaine pour couvrir l'ensemble des terres habitées", expliquent les experts de BRIO. Cette technologie innovante donnera à l'avenir des données régionales affinées qui alimenteront même le 6ème rapport du GIEC (groupe

intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) dont une partie doit être publiée en 2021.

A la fin du siècle, des températures plus élevées, moins de pluies et donc plus de sécheresse

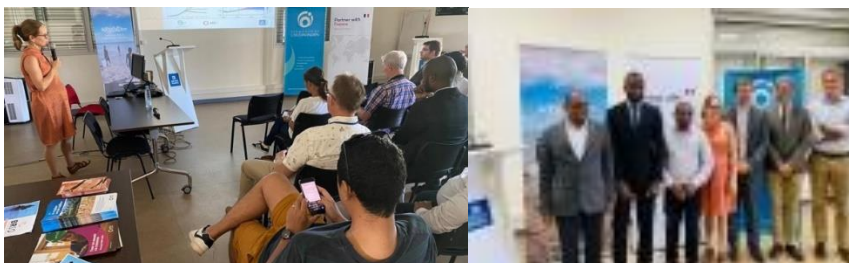
Leurs travaux ont d'ailleurs déjà porté des fruits : les premiers résultats du projet BRIO montrent qu'à la fin du 21ème siècle, les températures seront de 3 à 5°C plus élevées que les normales annuelles des années 1981 à 2010, sur le bassin océan indien.

Ce réchauffement serait "plus conséquent sur le continent africain et Madagascar, dans le scénario pessimiste SSP585, contre 1 à 2°C dans le scénario optimiste SSP126".

Concernant notre région plus précisément, il faudrait s'attendre à une baisse des précipitations, mais aussi "un fort contraste saisonnier qui présage d'une probable augmentation de la fréquence des sécheresses dans le 2ème semestre".

"Une analyse est en cours pour qualifier l'évolution des phénomènes intenses (précipitations extrêmes et systèmes cycloniques) dans le bassin et leur impact sur les territoires habités".

Météo : un réchauffement de 3 à 5 degrés d'ici la fin du siècle



C'est dans les locaux de Météo-France Réunion que les premiers résultats du projet Brio, Building Resilience in the Indian Ocean, ont été dévoilés ce lundi 17 février 2020. "Le projet BRIO est un projet qui permettra d'affiner le diagnostic sur l'évolution du climat des îles de l'océan Indien" a indiqué Emmanuel Clopet, directeur régional de Météo-France Réunion. Venant des Comores, de Maurice, de Madagascar et des Seychelles, quatre experts météorologues de la région ont participé à l'événement. Les premiers résultats du projet montrent un réchauffement de 3 à 5°C à la fin du 21ème siècle par rapport aux normales annuelles (1981-2010) sur le bassin, avec un réchauffement plus conséquent sur le continent africain et Madagascar, dans le scénario pessimiste, contre 1 à 2°C dans le scénario optimiste.

Sur notre région, une baisse des précipitations est également attendue, avec un fort contraste saisonnier qui présage d'une probable augmentation de la fréquence des sécheresses dans le 2ème semestre. Une analyse est en cours pour qualifier l'évolution des phénomènes intenses (précipitations extrêmes et systèmes cycloniques) dans le bassin et leur impact sur les territoires habités.

Avec une résolution de 12 km, les simulations analysent à la fois les données du passé et du futur pour divers scénarios d'émission de gaz à effet de serre, l'objectif étant de pouvoir quantifier les incertitudes liées au changement climatique. Ces simulations sont effectuées grâce aux "supercalculateurs" de Météo-France sur une majeure partie de la zone du Sud-Ouest de l'océan Indien, partant de la côte Est africaine pour couvrir l'ensemble des terres habitées.

De plus, la technologie innovante utilisée par Brio permettra d'obtenir des données régionales affinées à partir des simulations globales qui alimenteront le 6ème rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat – le GIEC dont la publication du premier volet est prévue en 2021).

Les quatre experts des services météorologiques nationaux des Comores, Maurice, Madagascar et Seychelles suivent, depuis avril 2019

jusque mars 2020, une formation à La Réunion en matière d'exploitation de simulations climatiques régionales et de descente d'échelle. Ils poursuivront le travail dans leur pays d'affectation jusqu'à fin 2020" souligne Météo France. Les données climatiques constituées par ces quatre experts sur leur territoire respectif ont permis de corriger "les biais du modèle dans les simulations climatiques régionales".

Les résultats obtenus par Brio seront notamment injectés dans d'autres projets régionaux mis en œuvre par la (commission de l'océan Indien).

Réchauffement climatique : Grâce au projet BRIO, Sécheresses et hausse des températures revues à la hausse dans l'Océan Indien



Plus d'un an après le lancement du projet BRIO (Building Resilience in the Indian Ocean), les premiers résultats de ce projet ont été présenté ce lundi 17 février dans les locaux de Météo-France Réunion.

Les premiers résultats du projet montrent un réchauffement de 3 à 5°C à la fin du 21ème siècle par rapport aux normales annuelles (1981-2010) sur le bassin, avec un réchauffement plus conséquent sur le continent africain et Madagascar, dans le scénario pessimiste SSP585, contre 1 à 2°C dans le scénario optimiste SSP126. Sur la région, une baisse des précipitations est également attendue, avec un fort contraste saisonnier qui présage d'une probable augmentation de la fréquence des sécheresses dans le 2ème semestre. Une analyse est en cours pour qualifier l'évolution des phénomènes intenses (précipitations extrêmes et systèmes cycloniques) dans le bassin et leur impact sur les territoires habités.



Une analyse plus fine possible faite à partir d'une résolution de 12km (modèle ALADIN) et grâce aux supercalculateurs de Météo-France sur

une majeure partie de la zone du Sud-Ouest de l'océan Indien, partant de la côte Est africaine pour couvrir l'ensemble des terres habitées. De plus, la technologie novante utilisée par BRIO permettra d'obtenir des données régionales affinées à partir des simulations globales qui alimenteront le 6ème rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat – le GIEC (publication du premier volet prévue en 2021). Ces résultats obtenus par BRIO serviront notamment à fournir d'autres projets régionaux mis en œuvre par la COI tels que le RSIE3 (santé publique) également financé par l'AFD ou encore le PRESAN (sécurité alimentaire) financé par la FAO et le FIDA.

A l'origine, ce projet BRIO lancé en janvier 2019 entre Météo-France et la Commission de l'Océan Indien et financé par l'Adapt'Action de l'AFD, a pour objectif de doter la région de simulations climatiques de haute résolution et à former des experts à l'exploitation des jeux de données pour la production de services climatiques dédiés aux divers usagers des secteurs climato-sensibles (ressource en eau, habitat, énergie, agriculture...).

Le projet BRIO est un projet « exemplaire qui permettra d'affiner le diagnostic sur l'évolution du climat des îles de l'océan Indien », comme l'a rappelé Emmanuel Clopet, directeur régional de Météo-France Réunion.

BRIO: doter la région de simulations climatiques haute résolution



Les premiers résultats du projet montrent un réchauffement de 3 à 5°C à la fin du 21ème siècle.

Emmanuel Clop et Marc Dubernet

C'est dans les locaux de Météo-France Réunion que les premiers résultats du projet BRIO, Building Resilience in the Indian Ocean, ont été dévoilés.

Cette présentation s'est faite en présence de M. Emmanuel Clopet, directeur régional de Météo France Réunion, M. Jean-Baptiste Routier, conseiller Climat & Environnement à la Commission de l'océan Indien (COI) et M. Marc Dubernet, directeur régional de l'Agence Française de Développement (AFD) océan Indien.

Comme l'a rappelé Emmanuel Clopet, directeur régional de Météo-France Réunion:

Le projet BRIO est un projet « exemplaire qui permettra d'affiner le diagnostic sur l'évolution du climat des îles de l'océan Indien ».

Experts météorologues des Etats membres COI

4 experts météorologues de la région étaient conviés à cet événement. Dans le cadre du projet BRIO, ces agents des services météorologiques nationaux des Comores, Maurice, Madagascar et Seychelles suivent, depuis avril 2019 jusqu'à mars 2020, une formation à La Réunion en matière d'exploitation de simulations climatiques régionales et de descente d'échelle. Ils poursuivront le travail dans leur pays d'affectation jusqu'à fin 2020. Les données climatiques constituées par ces 4 experts sur leur territoire respectif ont permis de corriger les biais du modèle dans les simulations climatiques régionales. Simulations climatiques adaptées

Avec une résolution de 12km (modèle ALADIN), les simulations analysent à la fois les données du passé et du futur pour divers scénarios d'émission de gaz à effet de serre, l'objectif étant de pouvoir quantifier les incertitudes liées au changement climatique. Ces

simulations sont effectuées grâce aux supercalculateurs de Météo-France sur une majeure partie de la zone du Sud-Ouest de l'océan Indien, partant de la côte Est africaine pour couvrir l'ensemble des terres habitées. De plus, la technologie innovante utilisée par BRIO permettra d'obtenir des données régionales affinées à partir des simulations globales qui alimenteront le 6ème rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat – le GIEC (publication du premier volet prévue en 2021).

Premiers résultats

Les premiers résultats du projet montrent un réchauffement de 3 à 5°C à la fin du 21ème siècle par rapport aux normales annuelles (1981-2010) sur le bassin, avec un réchauffement plus conséquent sur le continent africain et Madagascar, dans le scénario pessimiste SSP585, contre 1 à 2°C dans le scénario optimiste SSP126. Sur notre région, une baisse des précipitations est également attendue, avec un fort contraste saisonnier qui présage d'une probable augmentation de la fréquence des sécheresses dans le 2ème semestre. Une analyse est en cours pour qualifier l'évolution des phénomènes intenses (précipitations extrêmes et systèmes cycloniques) dans le bassin et leur impact sur les territoires habités.

Bien plus qu'un projet climat, les résultats obtenus par BRIO seront notamment injectés dans d'autres projets régionaux mis en œuvre par la COI tels que le RSIE3 (santé publique) également financé par l'AFD ou encore le PRESAN (sécurité alimentaire) financé par la FAO et le FIDA.

Un modèle de simulation plus précis pour mieux s'adapter au changement climatique



"Le projet Brio est un projet exemplaire qui permettra d'affiner le diagnostic sur l'évolution du climat des îles de l'océan Indien", souligne Emmanuel Clopet, directeur régional de Météo France Réunion. L'antenne régionale de Météo-France a présenté hier le projet «Brio» un dispositif permettant des simulations climatiques à haute résolution en océan Indien.

Les premiers résultats du projet «Brio» (pour Building Resilience in the Indian Ocean), ont été dévoilés dans les locaux de Météo-France au Chaudron. Présentation effectuée en présence d'Emmanuel Clopet (directeur régional de Météo France Réunion), Jean-Baptiste Routier (conseiller Climat et Environnement à la Commission de l'océan Indien) et Marc Dubernet, directeur régional de l'Agence Française de Développement en océan Indien. *"Le projet Brio est un projet exemplaire qui permettra d'affiner le diagnostic sur l'évolution du climat des îles de l'océan Indien"*, souligne Emmanuel Clopet.

Dans le cadre de ce projet, des agents des services météorologiques nationaux des Comores, de Maurice, de Madagascar et des Seychelles suivent, depuis avril de l'année dernière jusqu'en mars prochain, une formation à La Réunion en matière d'exploitation de simulations climatiques régionales et de descente d'échelle. Ils poursuivront le travail dans leur pays d'affectation jusqu'à la fin de cette année. Les données climatiques constituées par ces 4 experts sur leur territoire respectif ont permis de corriger les biais du modèle dans les simulations climatiques régionales.

Avec une résolution de 12km (modèle Aladin), les simulations analysent à la fois les données du passé et du futur pour divers scénarios d'émission de gaz à effet de serre, l'objectif étant de pouvoir quantifier les incertitudes liées au changement climatique. Ces simulations sont effectuées grâce aux supercalculateurs de Météo-France sur une

majeure partie de la zone du Sud-Ouest de l'océan Indien, partant de la côte Est africaine pour couvrir l'ensemble des terres habitées. De plus, la technologie innovante utilisée par Brio permettra d'obtenir des données régionales affinées à partir des simulations globales qui alimenteront le sixième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat.

Les premiers résultats du projet montrent un réchauffement de 3 à 5°C à la fin du 21^e siècle par rapport aux normales annuelles (1981-2010) sur le bassin, avec un réchauffement plus conséquent sur le continent africain et Madagascar, dans le scénario pessimiste, contre 1 à 2°C dans le scénario optimiste. Sur notre région, une baisse des précipitations est également attendue, avec un fort contraste saisonnier qui présage d'une probable augmentation de la fréquence des sécheresses dans le deuxième semestre. Une analyse est en cours pour qualifier l'évolution des phénomènes intenses (précipitations extrêmes et systèmes cycloniques) dans le bassin et leur impact sur les territoires habités.

Bien plus qu'un projet climat, les résultats obtenus seront notamment injectés dans d'autres projets régionaux mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien.

Le projet *Building Resilience in the Indian Ocean* a été signé en janvier 2019 entre Météo-France et la Commission de l'océan Indien, sur financement Adapt'Action de l'Agence Française du Développement. Le projet vise à doter la région de simulations climatiques de haute résolution et à former des experts à l'exploitation des jeux de données pour la production de services climatiques dédiés aux divers usagers des secteurs climato-sensibles (ressource en eau, habitat, énergie, agriculture...). D'ici fin 2020, les données climatiques seront mises à disposition sur le portail régional sur le changement climatique : <http://regionalclimate-change.sc/>.

Aladin : un nouvel outil pour une météo plus précise

La simulation de très haute résolution "Aladin", dans le cadre du projet Brio, devrait permettre aux experts de modéliser plus vite et plus précisément les perturbations dans l'océan Indien. Cet outil, le 1er du genre sur la zone, prends en compte les reliefs et donc les précipitations. Une donnée primordiale alors que le climat se réchauffe aussi à La Réunion.

Il n'a jamais fait aussi chaud que l'année dernière à La Réunion. Pour modéliser le climat et les perturbations à venir, les scientifiques ont créé **Aladin**, un nouvel outil plus précis qui devrait prendre en compte le relief de La Réunion ; une première pour l'océan Indien, et ce, dans le cadre du projet Building resilience in Indian ocean (**Brio**).

Représentation réaliste

"Une meilleure représentation du relief, va permettre de beaucoup mieux visualiser quels sont, dans les modèles de climat, les zones où il va le plus pleuvoir. Nous sommes capables de représenter de manière réaliste la manière dont la pluie et les cumuls de précipitations sont présents sur notre île. Ce sont des données indispensables pour modéliser les impacts sur la ressource en eau", explique **Emmanuel Cloppet**, directeur interrégional Météo France océan Indien.

À la fin du siècle, certains scénarios annoncent un assèchement drastique de la zone autour de l'hiver austral. Paradoxalement, les cyclones seront plus puissants qu'ils ne le sont aujourd'hui, d'où l'utilité d'Aladin, 10 fois plus précis que les modèles actuels.

"Prévoir plus finement les effets d'un cyclone intense"

"Avoir un modèle qui permet une résolution de 12 kilomètres au lieu de 150 kilomètres sert à prévoir plus finement les effets d'un cyclone intense, notamment en terme de pluie sur un territoire, c'est quelque chose qui est extrêmement important, notamment pour prévoir les réponses en ayant des infrastructures qui anticipent ces changements climatiques et ses effets", poursuit Emmanuel Cloppet.

Selon les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), les températures monteront d'un à cinq degrés celsius si le réchauffement climatique se pérennise. Agriculture en berne, sécheresse et feux de forêt...

Plus d'infos

- <https://www.drom-com.fr/articles/rechauffement-climatique-grace-au-projet-brio-secheresses-et-hausse-des-temperatures-revues-a-la-hausse-dans-locean-indien-3245.htm>
- <https://reunion.orange.fr/actu/ocean-indien/meteo-un-rechauffement-de-3-a-5-degres-d-ici-la-fin-du-siecle.html>
- https://www.zinfos974.com/Des-avancees-technologiques-pour-la-meteo-de-l-Ocean-Indien_a149512.html

Vidéo

- https://www.youtube.com/watch?time_continue=7&v=-c17dP8pLak&feature=emb_logo

CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Réunion en première ligne

L'océan indien est l'un des points chauds de la planète pour les impacts du changement climatique. La coopération régionale et internationale s'organise pour faire face, et notre île est à la pointe de cette bataille.

Pluies torrentielles, vents violents, la tempête Dennis a balayé hier le Royaume-Uni, clouant au sol des centaines d'avions pendant que l'armée était mobilisée et le sud du Pays de Galles en alerte rouge, la météo y présentant un « danger de mort ».

Une tempête qui a touché également les côtes métropolitaines, rappelant si besoin était les enjeux du climat. La semaine dernière, le président de la République, Emmanuel Macron, s'était rendu dans le massif du mont Blanc « toucher du doigt » les effets dévastateurs du changement climatique, visite symbolique censée amorcer le virage écologique de son quinquennat.

Cette semaine à La Réunion, on ne sera pas dans le symbole mais bel et bien dans le concret, l'opérationnel, face aux changements climatiques et à leurs conséquences avec deux rendez-vous majeurs plaçant notre île au cœur de la coopération internationale.

Des prévisions régionales à l'horizon 2100

C'est aujourd'hui, d'abord, que seront présentées les simulations climatiques régionales à haute résolution du projet Brfo (Building Resilience in Indian Ocean). Quels vont être les impacts du changement climatique pour



Lors du dernier passage de cyclone sur Mayotte, les renforts en hommes et en moyens sont partis de La Réunion. (Photo Emmanuel Grondin)

le bassin océan Indien ? Quels sont les résultats des premières simulations et les tendances qui se dégagent en termes d'évolution des températures et des précipitations ? Emmanuel Clopet, directeur régional de Météo France Réunion, Jean-Baptiste Rouille, conseiller climat et environnement à la Commission de l'océan Indien et Marc Dubernet, directeur régional de l'AFD océan Indien, feront le point après deux années d'engagement de ce projet visant à développer des

projections climatiques haute résolution qui décrivent le climat de la région jusqu'à l'horizon 2100. Un modèle climatique permettant de dégager des tendances à long terme sur la température, la pluviométrie et l'activité cyclonique dans la région. Une aide précieuse fournie aux États pour leur permettre d'appréhender les implications du changement climatique sur la santé humaine et animale, la sécurité alimentaire, les réserves en eau, l'érosion des sols et les risques naturels.

En effet, les modèles climatiques existants jusqu'à présent ne couvrent pas pour la plupart la zone des pays du Sud-Ouest de l'océan Indien. Par exemple, le projet Cyclones (Coordinated Regional Climate Downscaling Experiment) soutenu par le World Climate Research Program a fourni les simulations régionalisées sur le continent africain et la péninsule arabique mais ne permet pas de représenter convenablement l'activité cyclonique de notre bassin océanique.

« Le croisement des informations issues de simulations régionalisées à très haute résolution avec celles issues d'autres simulations qui auront subi des traitements statistiques adéquats permet désormais de disposer

de projections climatiques plus robustes à l'échelle de nos territoires insulaires avec des outils innovants pour les décideurs », souligne la commission de l'océan Indien partenaire du projet avec l'AFD et Météo France. Des experts malgaches, comoriens, sénégalais et mauritaniens sont présents pour présenter ce modèle régional tel qu'il est.

Les changements climatiques impactent en effet fortement tout l'océan Indien. Et c'est demain que se déroulera à la caserne Lamberg à Saint-Denis un colloque international sur ces conséquences en matière de défense et de sécurité.

Un point chaud des impacts climatiques

C'est comme le souligne l'observatoire Défense & Climat à l'occasion de celui-ci : « L'océan indien est un point chaud pour les impacts du changement climatique. Au cœur de l'Afrique et de l'Asie, la région concentre certains des effets les plus dévastateurs du climat : eff-

ondation du niveau de la mer, cyclones, acidification des océans, épuisement des stocks de poissons, etc. Parallèlement, la région est à l'épicentre de diverses influences géopolitiques, de diverses régions du monde, y compris la Chine ».

Composée principalement de petites et moyennes îles particulièrement vulnérables à certains impacts du changement climatique, notre région a aussi développé, soutenu, les organisations vaines expertise en matière d'adaptation et de résilience qui pourront servir d'autres régions du monde ».

Des enjeux majeurs que l'Australie et la France ont tenu à relever ensemble, en premier lieu par un projet de cartographies des expositions aux risques dans le sud de l'océan Indien et l'océan austral.

Une première étape de ce travail a été menée sous la direction du gouvernement australien, cartographiant les risques climatiques dans la zone allant des Maldives aux Seychelles en passant par Maurice, Madagascar, La Réunion, les Comores, Mayotte, l'archipel des Chagos, ainsi que les côtes de la Somalie, de la Tanzanie, du Kenya, du Mozambique et de l'Afrique du Sud.

Favoriser les coopérations régionales

Un premier atelier a eu lieu à Paris le 28 juin dernier et c'est le second rendez-vous de travail qui se déroule chez nous demain.

« La synergie des deux ateliers constituera un rapport identifiant les futures voies de coopération au niveau régional », souligne le ministère de la Défense français. Tout au long de la journée de travail réunionnaise, universitaires, experts militaires et civils, représentants de collectivités ou de gouvernements s'attacheront ainsi à envisager les multiples opportunités pour favoriser les coopérations dans différents domaines : science du climat, surveillance maritime, évaluation des risques climatiques, opérations humanitaires, etc.

Hervé CHOSSAT



Les échanges et les formations entre météorologues de la zone portent leurs fruits. (Photo Olivier Danguillaume)

Des vulnérabilités renforcées

« Sur la période 1950-2009, un réchauffement net des températures océaniques a été observé dans l'océan Indien occidental, avec une augmentation de 0,60 °C, ainsi que de fréquentes anomalies thermiques. Sur la même période, une augmentation de température de 0,65 °C a été relevée pour l'ensemble de l'océan Indien, un réchauffement supérieur à celui observé par ailleurs dans les océans Atlantique et Pacifique.

Moins de précipitations

Ce réchauffement est notamment l'origine d'une diffusion des espèces marines de l'océan Indien vers la Méditerranée via le canal de Suez, menaçant ainsi les écosystèmes méditerranéens par l'introduction d'espèces exotiques ».

Cet extrait du rapport d'études prospectives réalisé par l'Institut



Le passage du cyclone Kenneth sur l'île de Grande Comore le 24 avril 2019 avait causé des dégâts importants. (Photo DR)

de relations internationales et stratégiques, Iris, publié en mai dernier montre clairement les vulnérabilités renforcées par le

changement climatique pour toutes nos îles. De même, dans toute la zone, les précipitations ont globale-

ment diminué, exception faite des Seychelles. Notre océan est le plus productif de tous les océans pour la génération de cyclones tropicaux : en 2019, près de neuf cyclones surviennent en moyenne chaque année.

De plus en plus de cyclones

« Si l'on n'observe pas d'augmentation du nombre de tempêtes cycloniques, la proportion des tempêtes atteignant le stade de cyclones tropicaux est en hausse depuis 1975 », soulignent les experts qui insistent également en assurant : « une importante élévation du niveau des mers (...) Avec l'augmentation thermique et l'acidification des eaux océaniques, ces vingt dernières années ont vu un blanchiment et une mortalité importante au sein des récifs coralliens de la région, en particulier au cours de

grandes vagues de blanchiment massif ».

Enfin, autre vulnérabilité, également renforcée par le changement climatique, soulignée par les chercheurs de l'Ifremer dans ce document : « L'érosion côtière aujourd'hui observée relève de la convergence des impacts du changement climatique et du mal développement de l'habitat et des activités côtières propres à occasionner des dégradations environnementales », prenant en exemple où le prélèvement de sables coralliens (rien qu'intéressant à cause la disparition de 90% des plages de Grande Comore en une vingtaine d'années. Des évolutions du passé qui, combinées aux avancées en matière de prévision, seront au cœur des tables rondes demain à la caserne Lamberg afin de mieux anticiper l'avenir et se préparer aux crises à venir.

H. C.

Jean Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères français, à Maurice

by Shabneeze Oozee



Jean Yves Le Drian, occupe le portefeuille de ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Emmanuel Macron. Il est aussi ministre au Parlement européen. Il débarque à Maurice ce jeudi matin à 6 h 30. Jean Yves Le Drian sera accueilli par son homologue mauricien Nando Bodha. Un agenda très chargé l'attend. Des 9 heures, à la Résidence de France à Floréal, il assistera à une signature d'accord entre la France et la **Commission de l'Océan Indien** portant sur la protection de l'écosystème marin. Des accords seront aussi signés avec le secrétaire général du sommet France-Afrique 2020 ainsi qu'avec Business Mauritius. Jean Yves Le Drian visitera ensuite le campus Unicity du Groupe Médine à Pierre Fonds. Il signera avec la ministre Leela Devi Dookun Luchoomun un accord au nom de la France portant sur la création et l'organisation d'un réseau d'études française à Maurice. Un accord sur la coopération dans le domaine de l'économie bleue sera aussi paraphé au bâtiment du Trésor à Port-Louis. Un déjeuner d'affaires est prévu au VIP Lounge à l'aéroport Sir Seewoosagar Ramgoolam demain à 13 heures avant son départ.

Jean Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères français, débarque à Maurice ce jeudi



Le ministre des affaires étrangères français, Jean Yves Le Drian, débarque à Maurice ce jeudi 20 février. Il sera accueilli par son homologue mauricien Nando Bodha.

Le ministre français sera très sollicité durant sa brève visite sur notre territoire. En effet, à partir de 9h00, il assistera à une signature d'accord entre la France et la Commission de l'océan Indien portant sur la protection de l'écosystème marin. Cela se tiendra à la Résidence de France à Floréal.

Des accords seront aussi signés avec le secrétaire général du sommet France-Afrique 2020 et avec Business Mauritius. Jean Yves Le Drian effectuera ensuite une visite au campus Unicity du Groupe Médine à Pierre Fonds. Il signera avec la ministre Leela Devi Dookun Luchoomun un accord relatif à la création et l'organisation d'un réseau d'études française à Maurice.

Un accord sur la coopération dans le domaine de l'économie bleue sera aussi paraphé au bâtiment du Trésor à Port-Louis. Un déjeuner d'affaires est prévu au VIP Lounge à l'aéroport Sir Seewoosagar Ramgoolam à 13h00 juste avant son départ pour la France.

Océan Indien – Déplacement de Jean-Yves Le Drian à Maurice, à Madagascar et au Mozambique (20-22 février 2020)

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend le 20 février à Maurice, les 20 et 21 février à Madagascar et les 21 et 22 février au Mozambique.

Ce déplacement permettra d'évoquer les problématiques conjointes de notre voisinage dans l'océan Indien auprès de proches pays partenaires, notamment en matière de sécurité maritime, de développement économique et de lutte contre les dérèglements climatiques sur lesquels la France est fortement engagée.

Les coopérations bilatérales étroites que nous entretenons avec chacun de ces pays seront également abordées.

- À Maurice, Jean-Yves Le Drian s'entretiendra avec Pravind Jugnauth, Premier Ministre, ainsi qu'avec son homologue, Nandcoomar Bodha. Des accords seront signés pour renforcer notre coopération dans les domaines du développement économique, de l'écologie et de l'éducation. Il échangera avec la communauté des affaires franco-mauricienne et visitera le campus Uniciti Education Hub de Pierrefonds. Le ministre s'entretiendra par ailleurs avec le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Hamada Madi, afin d'évoquer la future présidence française de la Commission en 2021 et notre soutien aux efforts de modernisation de cette dernière.
- À Madagascar, Jean-Yves Le Drian sera reçu par le Président Andry Rajoelina. Il réaffirmera la volonté de la France d'être un partenaire de premier plan de l'initiative pour l'Émergence de Madagascar. Jean-Yves Le Drian s'entretiendra également avec son homologue, Djacoba Tehindrazanarivelo, avec lequel il abordera nos priorités pour les questions régionales et l'Indopacifique. Il valorisera l'insertion régionale des collectivités françaises de l'océan Indien en inaugurant le bureau de représentation de Mayotte à l'ambassade de France. La coopération décentralisée franco-malgache sera mise en avant à travers la visite de la ville haute de Tananarive, dont la rénovation est soutenue par la région Ile-de-France. Jean-Yves Le Drian confirmera l'appui renouvelé de la France au renforcement de l'éducation et à la protection de la biodiversité à Madagascar.
- Au Mozambique, Jean-Yves Le Drian sera reçu par le Président Filipe Nyusi et s'entretiendra avec son homologue, Veronica Macamo. Le ministre évoquera le renforcement de notre coopération en matière de sécurité maritime, de lutte contre le changement climatique et de

protection de la biodiversité. Il rencontrera les représentants d'entreprises françaises présentes au Mozambique, dont les investissements, notamment dans les projets gaziers au nord du pays, vont permettre la création de plus de 14 000 emplois dans les prochaines années. Le ministre rencontrera des représentants du « Forum des femmes », une association mozambicaine promouvant l'autonomie et la solidarité des femmes. Jean-Yves Le Drian et se rendra au centre DREAM de la communauté Sant'Egidio, un centre de soins pour les victimes du sida, soutenu par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

15

Le Défi Quotidien - Jeudi 20 février 2020

ÉCONOMIE

Visite du ministre de l'Europe ce jeudi Plusieurs accords seront signés

Plusieurs accords seront signés dans le cadre de la visite de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères qui sera en visite officielle à Maurice ce jeudi 20 février. Ainsi un accord de coopération en matière d'économie océanique sera signé entre l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et le ministère de l'économie bleue, des ressources marines, des pêches et du transport maritime de Maurice. La signature d'une convention cadre de partenariat entre le Secrétariat Général du Sommet Afrique-France 2020 et Business Mauritius sera également à l'agenda. Il y aura aussi la signature d'une Convention de financement du projet régional de résilience des écosystèmes côtiers (RECOS) entre

la Commission de l'Océan indien (COI) et l'Agence Française de Développement (AFD).

À savoir que lors de sa visite officielle, Jean-Yves Le Drian s'entretiendra avec le Premier ministre Pravind Jugnauth, mais aussi avec la ministre de l'Éducation Leela Devi Dookun-Luchoomun. Il signera avec elle une déclaration d'intention portant sur la création et l'organisation du Réseau des études françaises à Maurice. Une rencontre est également prévue avec des dirigeants français et mauriciens d'entreprises à la Résidence de France, puis, au campus Unicity de Pierrefonds, avec les représentants des structures publiques et privées, mauriciennes et françaises proposant des cursus d'enseignement supérieur français à Maurice et des étudiants



Jean-Yves Le Drian.

de ces établissements.

Notons que sa venue s'inscrit dans un déplacement dans l'Océan Indien comprenant Maurice, Madagascar et le Mozambique. Il s'agit de la

première visite officielle à Maurice d'un ministre des Affaires étrangères français depuis celle de 1969 (Michel Debré) et de 1993 (Alain Juppé).

Pour plus d'infos

- <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/mauritius/events/article/indian-ocean-visit-by-jean-yves-le-drian-to-mauritius-madagascar-and-mozambique>
- <https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/actualite-regionale-20-fevrier-802335.html>
- <https://lejournel.mu/2020/02/19/jean-yves-le-drian-ministre-des-affaires-etrangees-francais-debarque-a-maurice-ce-jeudi/>
- <https://mbcradio.tv/article/relations-bilat%C3%A9rales-jean-yves-le-drian-arrive-%C3%A0-maurice-ce-jeudi-matin>
- <http://www.govmu.org/French/News/Pages/M.-Le-Drian-en-visite-de-courtoisie-aupr%C3%A8s-du-Premier-ministre.aspx>
- <http://www.mauriceactu.mu/2020/02/21/jean-yves-le-drian-en-visite-de-courtoisie-aupres-du-premier-ministre/>
- <http://www.govmu.org/English/News/Pages/Bilateral-cooperation-Mauritius-and-France-sign-three-declarations-of-intent.aspx>
- <https://lejournel.mu/2020/02/20/bilateral-cooperation-mauritius-and-france-sign-three-declarations-of-intent/>
- <http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/paris-octroie-10-millions-d%E2%80%99euros-d%C3%A9di%C3%A9s-aux-%C3%A9cosyst%C3%A8mes-c%C3%B4tiers-et-marins-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien-.html>

Région : consolidation de la présence française

La visite effectuée à Maurice jeudi par le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, est qualifiée dans les milieux diplomatiques de « short but sweet ». Elle a une résonance profonde non seulement pour Maurice, mais aussi pour la région. Les quelques heures passées à Maurice ont été intenses. À peine débarqué, il s'est entretenu avec des capitaines d'entreprises mauriciennes et françaises à la résidence de l'ambassadeur de France, à Floréal, avant de se rendre dans l'amphithéâtre du campus de Pierrefonds de l'Unicity Education Hub, suivi d'une rencontre avec le Premier ministre et de la signature de plusieurs accords portant sur la création du réseau des études françaises, l'économie bleue, sur la piste d'atterrissage à Rodrigues et sur la résilience côtière de l'océan Indien.

À première vue, on aurait pu se demander si la signature de ces accords nécessitait obligatoirement le déplacement d'un ministre des Affaires étrangères d'autant qu'officiellement les discussions avec le Premier ministre n'auront porté que sur la coopération entre Maurice et la France dans les domaines de l'enseignement supérieur, la sécurité maritime, l'économie et le tourisme. On ne sait pas si le dossier Tromelin a été évoqué. Mais à l'évidence, cette visite qui fait partie d'une tournée dans trois pays de la région (Maurice, Madagascar et le Mozambique) s'inscrit dans le cadre d'une stratégie française afin de relancer sa présence non seulement sur le continent africain, mais également dans la région de l'Indianocéanie. Le président Macron a fait deux déplacements dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest l'année dernière. On ne sait si la présence de Jean-Yves Le Drian permet de préparer la visite du président français dans la région à moyen terme.

L'Afrique continue à être l'objet de convoitise des grandes puissances. Avant sa sortie officielle de l'Union européenne, la Grande-Bretagne avait pris la précaution d'assurer ses arrières en Afrique avec la tenue de l'UK-Africa Investment Summit. La France qui, elle aussi, a un ancrage historique en Afrique ne veut pas être en reste et souhaite profiter du Sommet Afrique France 2020 prévu à Bordeaux en juin autour des thématiques de villes durables pour réaffirmer son intérêt pour ses continents.

Concernant l'océan Indien dont la France fait partie à travers l'île de La Réunion et Mayotte, il est évident qu'elle compte bien manifester sa présence. Pour cela, elle dispose des Forces armées dans la Zone Sud de l'océan Indien (COMSUP FAZSOI) basée à l'île de La Réunion et qui jouent un rôle actif en ce qui concerne la sécurité maritime dans la région. La France est également un membre actif de la Commission de l'Océan Indien (COI). C'est la France toujours, à travers l'île de La Réunion, qui assurera la fonction de secrétaire général de l'océan Indien pour les quatre prochaines années à partir de juillet prochain. De leur

côté, les ministres seront appelés à valider un ensemble de mesures associées à l'évolution institutionnelle et fonctionnelle de la COI lors de la prochaine réunion ministérielle prévue aux Seychelles le 7 mars. Si tout se passe comme prévu et que les chefs d'État et de gouvernement des pays membres sont appelés à jouer un rôle plus actif, il n'est pas impossible qu'un sommet soit convoqué dans les prochains mois.

La visite de Jean-Yves Le Drian aura permis, en tout cas, de donner un sérieux coup de pouce à l'ambition de Maurice de devenir un "hub" dans le domaine de la connaissance. La création du réseau des études françaises concerne pas moins de 18 établissements français présents dans l'île et offre quelque 60 cursus universitaires. Il constitue une garantie de l'excellence de l'enseignement. Le ministre considère que Maurice est un laboratoire naturel en ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie française consistant à « placer la jeunesse au centre de la relation nouvelle que nous voulons inventer avec l'Afrique ». Pour lui, Maurice a un positionnement idéal pour être un carrefour entre l'Afrique et l'Asie, en particulier l'Inde. On ne peut souhaiter mieux.

Coopération : l'AFD organise une Journée biodiversité à Maurice

Par [Agence Française pour le développement](#)

L'Agence Française de développement (AFD) nous en dit plus sur les projets menés à Maurice pour la sauvegarde de nos ressources naturelles. À Maurice, l'AFD est d'abord intervenue sous forme d'aides budgétaires, globales puis sectorielles, avant de financer de grands projets d'infrastructures. Aujourd'hui, ses interventions s'inscrivent dans le cadre de son mandat de croissance verte et solidaire et de l'agenda climat pour respecter son engagement d'être 100 % compatible avec l'accord de Paris sur le climat. Elle y intervient essentiellement sous forme de prêts, accompagnés en subventions d'études, d'expertise technique et de renforcement de capacités. Maurice reste ainsi éligible à plusieurs instruments en subvention et l'AFD apporte également son soutien technique et son expertise interne. Afin de poursuivre ses actions sur la biodiversité à Maurice, l'AFD lance une première initiative avec l'organisation d'une journée de réflexion et d'échanges sur la biodiversité terrestre et marine, le 27 février, à laquelle tous les acteurs mauriciens qui œuvrent pour la biodiversité ont été conviés.

Les appuis sont déployés selon différents axes d'intervention en vue de renforcer la gouvernance climat, intégrer les enjeux d'adaptation au changement climatique dans les politiques publiques sectorielles et appuyer la préparation de projets structurants (notamment liés à la réduction du risque de catastrophes et à la lutte contre les inondations). La 2ème phase de l'appui en cours (baptisé «Enhancing Resilience to Climate Change in Mauritius») a notamment pour objectif d'accompagner la «Land Drainage Authority» dans l'élaboration de son schéma directeur de drainage (ou «Land Drainage Master Plan»).

En lien avec la biodiversité, l'AFD a financé entre 2014-2018, un projet régional porté par la **Commission de l'océan Indien (COI)**. Le projet gestion durable et appui à la conservation du milieu marin avait pour objectif de consolider, capitaliser et diffuser des démarches de terrain dans les domaines de la gestion intégrée des zones côtières (GICZ) et de la protection de la biodiversité marine et côtière. Il a permis de développer des bonnes pratiques de GICZ sur 3 sites pilotes homogènes, les îles de Mohéli (Comores), Rodrigues (Maurice) et Sainte-Marie (Madagascar).

Toujours sur le plan régional, un nouveau projet, Résilience des écosystèmes côtiers, porté par la **COI** à hauteur de 10 M€ (Fonds français pour l'environnement mondial pour 1,5 M€ et AFD pour 8,5 M€)

est en cours de lancement. Il a pour but de soutenir une dynamique régionale de mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national dans les pays de la COI. Il contribuera à la mise en œuvre d'actions prioritaires en matière d'adaptation au changement climatique, y compris des solutions fondées sur la nature, en déployant des ressources financières et des compétences techniques et scientifiques à même de promouvoir la résilience des écosystèmes côtiers et l'adaptation des populations aux effets des changements climatiques.....

Pour lire l'article en entier cliquez ci-dessous :

<https://www.lexpress.mu/idee/370563/cooperation-lafd-organise-une-journee-biodiversite-maurice>

Coopération Maurice-France : Rodrigues, l'éducation et l'économie bleue au centre des discussions



Un accord a été signé entre la vice-Premier ministre, ministre de l'Éducation Leela Devi Dookun-Luchoomun, et le ministre Jean-Yves Le Drian pour la création et l'organisation du réseau des études françaises à Maurice.

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian repart en signant trois déclarations d'intention. Il a eu une rencontre avec le Premier ministre, le 20 février, au bâtiment du Trésor, avant de faire une déclaration à la presse.

Le ministre français des Affaires étrangères est en visite à Maurice. Cela fait vingt-cinq ans que cela n'était pas arrivé. Le dernier fut Alain Juppé en 1993. Jean-Yves Le Drian a été maire de Lorient, qui a été le berceau de la compagnie des Indes. Il a affirmé qu'il porte une attention particulière aux relations entre les deux pays. Le but de cette visite, c'est de développer la coopération franco-mauricienne : dans la région et ensuite sur d'autres fronts. Or, la France a une relation forte avec Maurice, car 200 entreprises françaises sont implantées dans l'île, soit, 13 000 emplois.

Leela Devi Dookun Luchoomun, vice-Premier ministre a représenté le Premier ministre. Elle a souligné que les relations entre la France et Maurice sont cordiales. « Le protocole d'accord sur le réseau des études françaises à Maurice est en ligne avec la politique de transformer Maurice en un pôle d'excellence en matière d'enseignement supérieur », a fait comprendre la ministre. Quinze institutions font partie du réseau.

Déclarations d'intention

La première déclaration d'intention, concerne la création et l'organisation du réseau des études françaises à Maurice. Un accord a

été signé en ce sens entre la vice-Premier ministre, ministre de l'Éducation, Leela Devi Dookun-Luchoomun, et le ministre Jean-Yves Le Drian.

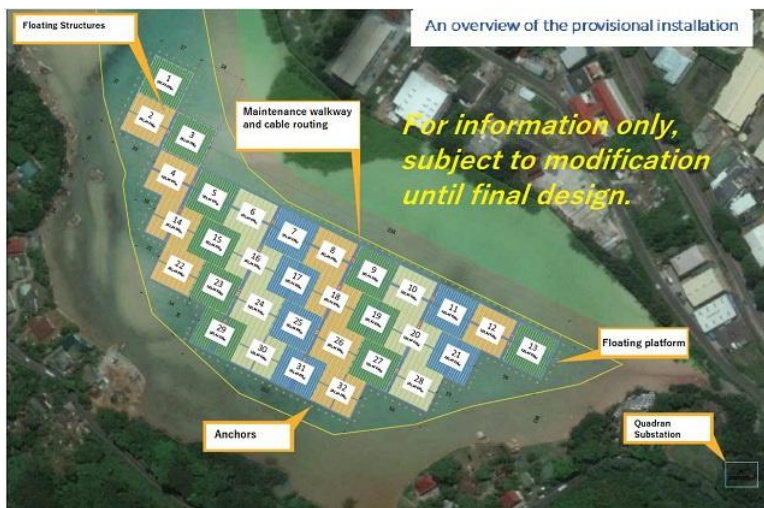
La seconde concerne la construction de la piste d'atterrissage à l'aéroport de Rodrigues. Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a signé l'accord en compagnie du ministre français des Affaires étrangères.

Finalement, c'est sur l'économie océanique que le dernier accord a été signé entre le chef de cabinet du ministère de l'Économie bleue, Koosiram Conhye, et une représentante de l'Institut de recherche pour le développement, Anne Gautier. L'objectif est d'établir une stratégie axée sur le développement durable, de promouvoir et de développer la coopération et l'aide technique entre la France et Maurice dans le domaine de l'économie bleue. La coopération portera sur la recherche, la formation, l'expertise et l'information scientifique.

Plus tôt, Jean Yves Le Drian a eu une discussion avec le Premier ministre, Pravind Jugnauth. Les discussions entre lui et le Premier ministre ont porté sur les possibilités de coopération entre les deux pays. L'éducation tertiaire, la sécurité maritime, la coopération économique et le tourisme, entre autres, ont aussi été abordés.

Le projet solaire flottant des Seychelles devrait incorporer toutes les mesures pour réduire l'impact environnemental, selon des responsables

By: Patsy Athanase , Betymie Bonnelame et Rudie Bastienne



La centrale électrique de quatre mégawatts sera construite dans la lagune de Cascade. (Roland de Rosnay, Quadran International -- provisional picture)

([Seychelles News Agency](#)) - Toutes les mesures nécessaires seront prises pour atténuer l'impact sur l'environnement lors de la construction du premier système solaire photovoltaïque flottant (PV) des Seychelles, a déclaré un responsable gouvernemental.

Le directeur général de la **Commission de l'énergie des Seychelles**, Tony Imaduwa, a donné l'assurance lors d'une réunion consultative samedi dans le quartier central de les Mamelles à Mahé.

La réunion publique faisait partie d'une étude d'impact environnemental (EIE) réalisée dans la lagune de Cascade à Mahé, l'île principale, où la centrale électrique de quatre mégawatts sera construite.

L'une des préoccupations soulevées par le public était l'emplacement de l'usine et l'impact que la construction aura sur l'écosystème des marais. "Bien sûr, nous prendrons toutes leurs préoccupations en considération et nous effectuerons une étude approfondie du marais pour voir comment ce projet peut être mis en œuvre sans nuire à l'environnement", a déclaré M. Imaduwa.

Il a dit que la lagune avait été choisie car elle était à l'abri d'éléments tels que les vagues et le vent.

Une autre préoccupation qui a été abordée était l'accès à la lagune pour les utilisateurs de bateaux dans la région.

M. Imaduwa a déclaré: "Le projet prend en compte l'accès aux bateaux étant donné que certains bateaux utilisent cette zone. Ce ne sera pas un problème car l'usine n'entravera pas l'accès aux bateaux."



Photo : Le lagon a été choisi car il est à l'abri des éléments tels que les vagues et le vent. (Roland de Rosnay, Quadran International provisional picture) Photo License: [All Rights Reserved](#)

La **Commission de l'énergie des Seychelles** a déclaré que les accords clés pour la construction du projet solaire photovoltaïque flottant (PV) à échelle industrielle devraient être signés en mai.

Un avis d'attribution a été envoyé à **Quadran Seychelles Ltd**, en décembre - l'une des six sociétés qui ont soumis des propositions pour le projet.

La filiale locale de Quadran - une société internationale d'énergie renouvelable opérant en Afrique, en Europe et en Asie - financera l'intégralité du coût du projet et l'électricité produite sera vendue à la Public Utilities Corporation.

M. Imaduwa a expliqué que Quadran Seychelles Limited avait obtenu le projet parce que le taux auquel elle proposait de vendre l'électricité qu'elle produisait était plus compétitif, à 9,50 cents le kilowatt-heure. L'énergie du nouveau projet devrait représenter 1,6% de l'objectif énergétique fixé pour 2030 pour les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental.

"Non seulement leur taux était le plus bas, mais leur proposition technique pour un accord d'achat d'électricité de 25 ans était également la meilleure des projets soumis", a-t-il déclaré.

Il a également été proposé de déplacer le projet vers le barrage de La Gogue et M. Imaduwa a déclaré qu'il s'agissait du site initial.

"Comme vous le savez, le barrage est actuellement en construction, nous avons donc dû chercher un autre emplacement. Cependant, une fois le barrage terminé, nous envisagerions d'avoir un système photovoltaïque là-bas car, avec la rareté des terres, les Seychelles devraient avoir ces systèmes en eau libre ", a-t-il dit.

La Commission de l'énergie indique que les accords d'achat d'électricité et de soutien gouvernemental devraient être signés en mai, après quoi la construction de la centrale commencera.

"La construction devrait durer six mois et le projet devrait être mis en service avant la fin de l'année", a déclaré M. Imaduwa.

Le système solaire photovoltaïque flottant (PV) des Seychelles sera le premier en Afrique.

Le PV solaire flottant a été déployé à grande échelle sur des marchés tels que l'Asie et l'Europe, mais ces installations ont été installées sur des sites d'eau douce tels que des lacs et des réservoirs. Aucun PV solaire flottant n'a encore été mis en œuvre dans un environnement d'eau de mer à l'échelle des services publics.

Crise de la biodiversité : Actions urgentes des nations sollicitées par l'UCCLAN

Le réseau UCCLAN appelle les gouvernements à faire preuve d'un leadership audacieux, à tous les niveaux, pour s'attaquer collectivement à la crise d'extinction des espèces. La collaboration est indispensable pour des actions efficaces, selon Patrick Rafidimanantsoa.

Madagascar est l'un des pays les plus riches au monde en matière de biodiversité. Cependant, nombreuses d'entre les espèces sont actuellement menacées d'extinction. Selon le réseau des anciens du Master en Leadership de la Conservation de la nature de l'Université de Cambridge (UCCLAN). « *Les gouvernements doivent reconnaître explicitement la crise de la biodiversité et l'urgence climatique. Ils doivent agir maintenant et établir des mécanismes pour une plus grande redevabilité* », ont déclaré les membres du réseau. En effet, en réponse au projet de plan récemment publié par la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique pour sauver la nature, ces plus de 100 praticiens et chercheurs de plus de 60 pays [demandent](#) à leurs nations d'agir de manière décisive pour faire face à l'accélération de l'extinction des espèces. L'UCCLAN fait valoir que les causes profondes de la crise telles que la consommation et la production illimitées, doivent être traitées de toute urgence par des actions concrètes dans le projet de plan des Nations Unies pour la biodiversité. Pour garantir des pratiques durables et inverser la dégradation de l'environnement, le réseau recommande de redéfinir la croissance économique sur une planète aux ressources limitées, et de restructurer les systèmes gouvernementaux, y compris les taxes, les subventions et les réglementations. Cette transition doit être juste et équitable, en valorisant les droits et le bien-être des êtres humains et de la nature dans son essence même.

Législation. Dans sa réponse détaillée au projet de plan pour sauver la nature, l'UCCLAN souligne la nécessité pour les gouvernements, de reconnaître le droit de la nature à exister et les invite à intégrer le nouveau plan, une fois adopté dans leurs principaux cadres juridiques nationaux. Ils proposent de faire de l'Ecocide une loi internationale afin de créer l'obligation légale de prendre soin de toute vie sur terre qui risque d'être endommagée par la destruction des écosystèmes. « *Nous avons besoin que ce cadre mondial et les objectifs de conservation soient adaptés au contexte national. Pour ce faire, la collaboration entre les parties prenantes est essentielle, ainsi que le partage des informations, le renforcement des capacités et l'intégration de la*

conservation de la biodiversité dans nos différentes politiques sectorielles », a indiqué Patrick Rafidimanantsoa, ancien du Master (UCCLAN) venant de Madagascar. D'autres membres venant de divers pays comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont souligné que, l'avenir de l'humanité repose sur la biodiversité, qui doit être impérativement protégée.

Antsa R.

